

Interview de Konrad Adenauer (Paris, le 25 juillet 1952)

Légende: Le 25 juillet 1952, le chancelier allemand Konrad Adenauer analyse dans une interview radiodiffusée la portée des résultats obtenus à Paris à l'issue de la conférence des ministres européens des Affaires étrangères sur le statut de la Sarre.

Source: Bulletin des Presse- und Informationsamtes der Bundesregierung. Hrsg. Presse- und Informationsamt der Bundesregierung. 29.07.1952, Nr. 100. Bonn: Presse- und Informationsamt der Bundesregierung. "Die Saarfrage, Europa und der EVG-Vertrag", p. 973-974.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_konrad_adenauer_paris_le_25_juillet_1952-fr-137350a3-fb82-400b-8e1f-b724d8fcfc44.html

Date de dernière mise à jour: 05/07/2016



Interview de Konrad Adenauer (Paris, le 25 juillet 1952)

La question de la Sarre, l'Europe et le Traité de la CED

Hans Wendt:

La conférence des ministres des Affaires étrangères, qui a duré deux jours et qui s'est achevée ce matin, est apparue quelque peu déconcertante, ici, à Paris, même au plus près de l'événement. Monsieur le Chancelier, puis-je vous demander ce qui est ressorti, à votre avis, de cet entretien assez pénible, et notamment si l'objectif clé poursuivi par les participants à cette conférence a été atteint, à savoir le lancement imminent du plan Schuman suite à sa ratification effective par l'ensemble des six pays participants?

Konrad Adenauer:

Cet objectif constituant l'objectif clé de la conférence a effectivement été atteint. J'admets volontiers que le travail accompli lors de la conférence et les incidents qui l'ont marquée aient pu apparaître quelque peu déconcertants. Cette situation s'explique notamment par le fait même qu'il restait encore d'innombrables points de détail à régler qui, en fait, n'étaient pas étroitement liés entre eux, mais qui, pour certains, touchaient au plus près les intérêts nationaux de différents pays. Quant à l'objectif clé de la conférence, c'est-à-dire le lancement du Plan Schuman, il a été atteint.

Hans Wendt:

Et comment envisagez-vous le fonctionnement de ce plan, dont le lancement, avec ses principaux organes, est prévu pour les mois d'août et de septembre prochains?

Konrad Adenauer:

J'espère que le Plan Schuman engendrera rapidement des résultats dès qu'il sera placé sous la responsabilité de ceux qui détiennent effectivement les rênes de la production.

Hans Wendt:

Si la question du choix de la capitale pour le Plan Schuman a soulevé moult difficultés, c'est probablement aussi parce que beaucoup ont émis le souhait d'y associer le désir britannique d'amorcer un lien entre l'Organisation européenne et l'Organisation du Plan Schuman. Pour compliquer les choses, la proposition de Sarrebruck au sujet de la question de la Sarre est venue s'y greffer. À votre avis, Monsieur le Chancelier fédéral, combien de temps durera la situation provisoire sur laquelle on s'est maintenant accordé concernant le siège des principaux organes? Cette situation provisoire qui, à l'instar de l'ensemble des débats, ne sera probablement pas très appréciée par l'opinion publique, ne nuira-t-elle pas au bon fonctionnement du Plan Schuman?

Konrad Adenauer:

Permettez-moi de commencer par la dernière question. Je trouve qu'il serait regrettable que la situation provisoire sur laquelle on vient de se mettre d'accord, ne soit pas comprise par l'opinion publique. Il faut bien se rendre à l'évidence qu'un tel appareil doit d'abord être établi techniquement, et pour ce faire, il est indispensable de choisir, au moins à titre provisoire, une ville. Vous m'avez interrogé sur la question sarroise. La proposition très officielle du ministre des Affaires étrangères, M. Schuman, effectuée au nom du gouvernement français, de choisir Strasbourg comme ville provisoire et, en cas d'accord entre l'Allemagne, la France et la Sarre, un territoire de la Sarre européenisé, m'a fort étonné. Ce fut une surprise totale, non seulement pour moi, mais aussi pour tous les participants à la conférence. Compte tenu précisément de l'intérêt que cette proposition suscitera en Allemagne, je voudrais encore ajouter quelques mots à ce propos.

La proposition avait tout d'abord été formulée de façon très générale. Mais on pouvait malgré tout percevoir nettement la détermination du gouvernement français d'essayer très sérieusement de parvenir à un accord avec nous sur tous les aspects de la question sarroise. Et pourtant, le gouvernement français qui, lors d'une session de son cabinet tenue le matin même, avait pris cette décision, était tout à fait conscient que la question sarroise pesait lourdement sur la relation franco-allemande qui se dégradait lentement mais sûrement. Tous les ministres des Affaires étrangères présents étaient d'accord pour dire que l'élucidation et le règlement de la question sarroise concernaient évidemment en premier lieu la relation franco-allemande,

mais que, puisque la bonne entente entre l'Allemagne et la France était la condition nécessaire pour la création d'une nouvelle Europe, cette question devenait du coup une question européenne d'une portée extrême. Tous les ministres des Affaires étrangères ont exprimé leur souhait que l'on parvienne instamment à un accord dans toute cette affaire. Les desiderata des Britanniques ont évidemment été évoqués eux aussi, mais ils n'ont joué qu'un rôle secondaire, dans la mesure où la question de la Sarre et la perspective de choisir comme siège éventuellement la Sarre ou, plus précisément, Sarrebruck, ont jeté de l'ombre sur toutes les autres questions relatives au siège.

Hans Wendt:

Monsieur le Chancelier fédéral, lors de votre entrevue d'hier avec le Président du Conseil français, M. Pinay, et avec Messieurs Schuman et Pleven, vous avez vraisemblablement déjà abordé la question de la Sarre. Sur la base de cette entrevue, pouvez-vous nous dire quelque chose au sujet des futurs pourparlers franco-allemands sur la question sarroise?

Konrad Adenauer:

Hier, à l'heure de midi, j'ai exposé très sérieusement au Président du Conseil, M. Pinay ainsi qu'aux ministres MM. Pleven et Schuman, le point de vue allemand sur l'importance de la question de la Sarre. Je pense que du côté français on a compris l'importance que revêt la question de la Sarre pour les Allemands. Il n'y a eu aucune proposition ni aucune discussion concrète. Mais ces discussions doivent commencer cet après-midi. Auparavant, il importera d'éclairer les autorités allemandes sur l'ensemble de la problématique et de discuter avec elles de l'orientation à donner à ces négociations.

Hans Wendt:

Vous avez dit, Monsieur le Chancelier, qu'il est prévu d'entamer les pourparlers déjà cet après-midi. Peut-on dès lors partir du principe qu'ils vont se poursuivre à un rythme accéléré à court terme, malgré la pause estivale des parlements et des gouvernements?

Konrad Adenauer:

Lors de la conférence des ministres des Affaires étrangères, on a estimé qu'il devrait être possible de mener à bonne fin toutes ces négociations dans un délai de six semaines.

Hans Wendt:

Permettez-moi de vous poser encore une autre question, Monsieur le Chancelier fédéral. On avait beaucoup espéré que la conférence qui vient de se terminer amènerait une accélération et une concentration des efforts en faveur de l'unification de l'Europe, et non pas de nouvelles difficultés. A-t-il été question des perspectives et des conditions d'une haute autorité politique et de l'élaboration d'une constitution européenne?

Konrad Adenauer:

Assurément, il en a été question, et ce, à l'initiative du Président du Conseil des ministres italien, M. de Gasperi. Je pense que ces efforts vont perdurer.

Hans Wendt:

Cela se passera-t-il à Strasbourg ou aussi entre les gouvernements?

Konrad Adenauer:

Cela se passera probablement entre les gouvernements. Une très bonne préparation s'impose en l'occurrence. Nous espérons qu'ensuite nous pourrons faire un pas en avant, lors d'une nouvelle conférence des ministres des Affaires étrangères, qui devrait se tenir quelques semaines plus tard.

Hans Wendt:

Je voudrais justement devant ces perspectives ne pas trop mettre l'accent sur les difficultés qui se sont peut-être présentées cette fois-ci. Mais aux petites heures du matin, lorsque vous avez quitté le Palais, Monsieur le Chancelier fédéral, vous avez vous-même dit que l'on pourrait peut-être accélérer un peu certaines choses. Puis-je vous demander ce que vous envisagez comme possibilités pour accélérer la construction

européenne?

Konrad Adenauer:

Ma foi, lorsque l'on s'attaque à un projet d'une telle ampleur, au départ, on est toujours confronté à des difficultés de taille. Mais une fois que l'élan est pris, il est permis de supposer que le processus va aller en s'accéléralant. D'ailleurs, ce matin, j'ai rencontré une organisation de jeunes Européens, le Bund europäischer Jugend, de Basse-Saxe. Il y avait approximativement 60 à 90 jeunes gens des deux sexes. Je dirais simplement que ces Européens allemands m'ont fait la plus grande impression, au point que l'on peut espérer que la jeunesse de tous les pays va accélérer le rythme du travail.

Hans Wendt:

Puis-je vous poser encore une dernière question, Monsieur le Chancelier fédéral? Pensez-vous que les pourparlers de Paris auront des répercussions sur les efforts en faveur de la création de la Communauté européenne de Défense? A-t-il été question, entre les ministres, des perspectives d'une ratification de ce traité dans les pays participants?

Konrad Adenauer:

Oui, cette question a été évoquée en passant, et tout le monde s'est accordé à dire que les ratifications auraient lieu partout en automne.